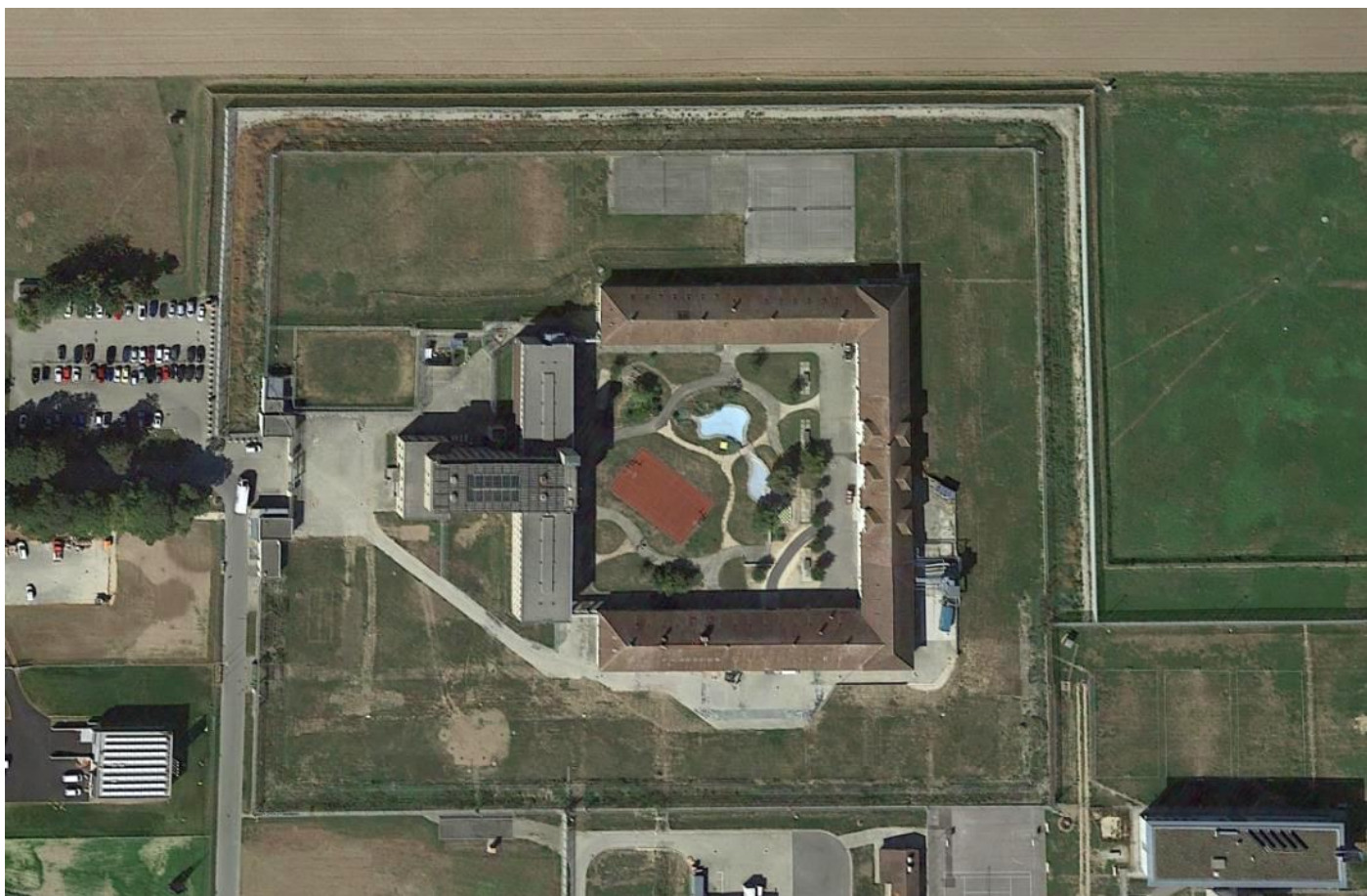


Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

CONTRAT-CADRE DE MANDATAIRE D'ENTRETIEN

PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE

27.10.2020



**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 2/21

Contenu

1. PRÉAMBULE	4
1.1 Contexte	4
1.2 Objet du marché	4
1.3 Description de l'ensemble de bâtiments	5
2. CLAUSES RELATIVES AU DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	6
2.1 Maître de l'ouvrage / Adjudicateur	6
2.2 Organisateur de la procédure	6
2.3 Genre de procédure	6
2.4 Conditions de participation	6
2.5 Pré-implication	7
2.6 Inscription	7
2.7 Documents de l'appel d'offres	8
2.8 Calendrier de la procédure	8
2.9 Questions des soumissionnaires	8
2.10 Remise des offres	8
2.11 Contenu des dossiers d'offres	9
2.12 Lien internet utile	11
3. PROCESSUS D'EVALUATION	12
3.1 Ouverture des offres	12
3.2 Etapes d'évaluation	12
3.3 Comité d'évaluation	13
3.4 Critères d'aptitude	13
3.5 Critères d'adjudication	14
3.6 Principe de notation	14
3.7 Choix de l'adjudicataire	15
3.8 Audition des soumissionnaires	16
3.9 Notification de la décision d'adjudication	16
3.10 Révocation de la décision d'adjudication	16
3.11 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication	16
4. CONDITIONS DE L'OFFRE	17

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ETAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 3/21

4.1	Langue officielle.....	17
4.2	Prix et TVA	17
4.3	Validité des offres.....	17
4.4	Variantes.....	17
4.5	Négociations.....	17
4.6	Modification du cahier des charges par l'adjudicateur	17
4.7	Indemnisation des soumissionnaires	17
4.8	Confidentialité	18
4.9	Vérifications.....	18
4.10	Contrôle et explications de l'offre	18
4.11	Propriété des documents d'appel d'offres	18
4.12	Voies de recours	18
4.13	For	18
5.	DESCRIPTION DU MARCHÉ	19
5.1	Contexte	19
5.2	Descriptif des prestations à accomplir	20

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ETAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 4/21

1. PRÉAMBULE

1.1 Contexte

Les ouvrages de construction actuellement en place représentent une grande valeur, tant sur le plan de la culture que sur celui de l'économie publique. Leur conservation constitue une part importante de la tâche professionnelle de nombre d'architectes, d'ingénieurs civils, d'ingénieurs des installations. De tels travaux constituent aujourd'hui plus d'un tiers des activités qui s'exercent en Suisse dans le domaine de la construction. (Introduction de la norme SIA 469, édition 1997)

L'Etat de Vaud dispose d'un patrimoine immobilier composé de plus de 1000 bâtiments. En dehors des domaines hospitalier et universitaire, ainsi que de certaines fondations, leur conservation relève principalement du de la Direction Générale des Immeubles et du Patrimoine (DGIP). C'est à elle qu'il appartient d'envisager les travaux qui en assureront la pérennité et de les confier à des professionnels qualifiés.

En 2018, la DGIP a lancé un appel d'offres portant sur toutes les prestations d'architecture et d'ingénierie CVC-S-E-MCR sur les bâtiments de son parc immobilier. Cet appel d'offres comportait 35 lots. Pour diverses raisons, le bureau adjudicataire du Lot 33 EPO – Etablissements de la plaine de l'Orbe doit être remplacé.

1.2 Objet du marché

Le marché mis en soumission dans le présent appel d'offres porte sur toutes prestations d'architecture et d'ingénierie CVC-S-E-MCR sur une partie des bâtiments des Établissements de la plaine de l'Orbe, gérés par la DGIP. Cet ensemble fait partie du parc prisons. Cet ensemble de bâtiments constitue une partie du lot 33 mis en concurrence en 2018.

Le présent appel d'offres porte exclusivement sur les prestations d'architectes et d'ingénieurs CVC-S-E-MCR. Les autres spécialistes nécessaires (ingénieurs civils, ingénieurs AEAI, physiciens du bâtiment, etc.) seront désignés par le maître de l'ouvrage au gré des besoins et selon le régime légal des marchés publics.

Le présent marché fait l'objet d'une procédure d'appel d'offres sous forme de contrat-cadre, car le maître d'ouvrage ne peut pas déterminer à l'avance l'ensemble des prestations qui seront à effectuer.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 5/21

1.3 Description de l'ensemble de bâtiments

L'ensemble « Etablissements de la plaine de l'Orbe », objet du présent marché, comporte 6 bâtiments :

N° Site	Site	N° bâtiment	Adresse	Localité	Type de bâtiment	Construction	Note MH	Chauffé	Volume ECA	Valeur ECA indexée
8.5.	Site des EPO	B-271-01962	Au Bochuz	Orbe	Prison	1930		Oui	355	284'455
8.5.	Site des EPO	B-271-01963	Au Bochuz	Orbe	Prison	1930		Oui	545	478'098
8.5.	Site des EPO	B-271-01964	Au Bochuz	Orbe	Prison	1930	3	Oui	25'680	25'238'248
8.5.	Site des EPO	B-271-01965	Au Bochuz	Orbe	Atelier	1930	3	Oui	9'282	3'091'667
8.5.	Site des EPO	B-271-01966	Au Bochuz	Orbe	Atelier	1930	3	Oui	13'934	5'869'594
8.5.	Site des EPO	B-271-01968	Au Bochuz	Orbe	Atelier	1928	3	Oui	9'282	5'098'333

Ampleur du marché :

Sur la base de la planification actuelle, le montant des travaux prévus pour la durée du marché (3 ans) est estimé à environ 39 millions de francs TTC, honoraires compris. Cette estimation est donnée à titre indicatif et ne saurait sous aucun motif engager le maître de l'ouvrage sur un volume de travail minimum ou maximum attribué au candidat adjudicataire.

A titre d'exemple et sous réserve de l'octroi des crédits nécessaires, les prestations suivantes sont envisagées sur la période 2021-23 :

- rénovation des installations techniques (CVC-S-E-MCR), d'éléments intérieurs et extérieurs (sécurité) et de l'enveloppe (toitures, façades) du pénitencier de Bochuz (n°1964)
- rénovation des ateliers du pénitencier de Bochuz (n°1965, 1966, 1968)

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 6/21

2. CLAUSES RELATIVES AU DEROULEMENT DE LA PROCEDURE

2.1 Maître de l'ouvrage / Adjudicateur

Le maître de l'ouvrage et adjudicateur est l'Etat de Vaud. Il est représenté par la Direction Générale des Immeubles et du Patrimoine (DGIP).

Etat de Vaud

Direction Générale des Immeubles et du Patrimoine (DGIP)
Direction de l'Architecture et de l'Ingénierie
Place de la Riponne, 10 – 4ème étage
CH – 1014 Lausanne

2.2 Organisateur de la procédure

L'organisateur de la procédure est la société Irbis Consulting SA à Morges.

2.3 Genre de procédure

Le présent appel d'offres se déroule selon une procédure ouverte conforme aux dispositions légales suivantes :

- l'accord OMC du 15.4.1994 sur les marchés publics
- l'accord bilatéral entre la Suisse et la Communauté européenne sur certains aspects relatifs aux marchés publics, entré en vigueur le 1.6.2002
- l'accord intercantonal sur les marchés publics (AIMP) du 25.11.1994
- la Loi cantonale vaudoise sur les marchés publics du 24.06.1996 et à son règlement d'application du 07.07.2004
- la Loi fédérale sur le marché intérieur (LMI) du 06.10.1995.

L'annonce officielle de l'appel d'offres est publiée sur le site Internet www.simap.ch et dans la Feuille des Avis Officiels du canton de Vaud.

2.4 Conditions de participation

Le présent appel d'offres s'adresse aux bureaux d'architectes et d'ingénieurs CVC-S-E-MCR établis en Suisse ou dans un Etat signataire de l'Accord GATT/OMC sur les marchés publics du 15 avril 1994.

Le soumissionnaire doit impérativement être composé d'un bureau d'architectes et d'un ou plusieurs bureaux d'ingénieurs CVC-S-E-MCR. Le pilote doit obligatoirement être le bureau d'architectes.

Les bureaux d'architectes qui souhaitent s'associer doivent se constituer en société simple. La sous-traitance n'est pas autorisée.

Le soumissionnaire doit nécessairement avoir compétence de signature pour des demandes d'autorisation et de mise à l'enquête au sens de l'article 107 de la Loi vaudoise sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC, 04.12.1985), sous peine d'exclusion de l'offre.

Les bureaux d'architectes portant la même raison sociale, même issues de régions ou de cantons différents, ne peuvent déposer qu'une seule offre.

A condition d'être associés avec des bureaux d'architectes distincts, les bureaux d'ingénierie CVC-S-E-MCR sont autorisés à remettre plusieurs offres.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 7/21

Lors du dépôt de leur dossier de candidature, les architectes membres des équipes candidates doivent remplir l'une des deux conditions suivantes :

- Être titulaire du diplôme d'architecte, délivré soit par les Ecoles polytechniques fédérales (EPFZ, EPFL), soit par l'Institut d'architecture de l'Université de Genève (EAUG ou IAUG), soit par l'Académie d'architecture de Mendrisio, soit par l'une des Hautes Ecoles Spécialisées suisses (HES ou ETS) ou être titulaire d'un diplôme étranger reconnu équivalent.
- Être admis en qualité d'architecte au registre suisse des ingénieurs, des architectes et des techniciens (REG) au niveau A ou B.

Chaque soumissionnaire signera l'engagement sur l'honneur (chapitre 5 du dossier d'offres Annexe 2), confirmant ainsi qu'il respecte toutes les conditions énoncées dans ce document et qu'il est prêt à fournir à l'adjudicateur, dans un délai de 10 jours, tout ou partie des pièces indiquées.

En déposant son offre, le soumissionnaire s'engage sur l'honneur au respect absolu des paiements de ses charges sociales obligatoires et déclare être inscrit au registre du commerce ou sur un registre professionnel reconnu.

Dans le cas où le soumissionnaire se trouverait en conflit d'intérêts avec certaines instances décisionnelles communales, il s'engage dans le cadre des missions qu'il pourrait accomplir pour la DGIP à ne pas interférer dans le processus décisionnel local (déclaration sur l'honneur à remplir par les soumissionnaires selon chapitre 5 du dossier d'offres Annexe 2).

Une offre qui ne respecte pas les présentes conditions de participation sera exclue de la procédure.

2.5 Pré-implication

Le bureau Irbis Consulting a participé à la préparation et à l'organisation de la procédure. Il ne peut donc pas participer à celle-ci comme soumissionnaire.

Les sociétés dont un collaborateur fait partie du comité d'évaluation de la présente procédure ne sont pas autorisées à prendre part à l'appel d'offres en tant que soumissionnaires.

Les mandataires actuels de l'Etat de Vaud n'ont pas été impliqués dans la préparation du présent appel d'offres et ne disposent pas d'informations confidentielles ou spécifiques y relatives. Ils sont autorisés à participer à la présente procédure.

2.6 Inscription

Les soumissionnaires doivent s'inscrire à l'appel d'offres sur le site www.simap.ch. L'adjudicateur n'est pas responsable des conséquences d'une inscription partielle ou d'une inscription dont les coordonnées n'existent pas ou sont (devenues) caduques, notamment lorsqu'il souhaite informer le soumissionnaire d'une modification des documents téléchargeables ou d'un complément de dossier.

Les soumissionnaires intéressés peuvent télécharger directement les documents listés au ch. 2.7 depuis le site www.simap.ch. Aucune consultation de documents auprès du maître de l'ouvrage ou de l'organisateur de la procédure n'est prévue, ni autorisée.

CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 8/21

2.7 Documents de l'appel d'offres

Les documents du présent appel d'offres sont les suivants :

- Q.1 Cahier d'appel d'offres (présent document)
- Annexe 1 Projet de contrat et conditions générales
- Annexe 2 Dossier d'offre (à compléter par le soumissionnaire)

2.8 Calendrier de la procédure

27 octobre 2020	Publication de l'avis sur www.simap.ch
6 novembre 2020	Dépôt des éventuelles questions
13 novembre 2020 (indicatif)	Réponse aux questions
9 décembre 2020 à 12h00 (midi)	Remise des offres par les soumissionnaires
Fin janvier 2021	Auditions des soumissionnaires à la discrétion de l'adjudicateur
Février 2021 (indicatif)	Adjudication
Février 2021 (indicatif)	Signature des contrats (sous réserve d'un éventuel recours)

2.9 Questions des soumissionnaires

Les soumissionnaires ont la possibilité de poser leurs questions par écrit, dans le délai fixé dans le calendrier de la procédure (cf. chap. 2.8) exclusivement sur la plateforme www.simap.ch.

Les réponses seront publiées sans mention de l'origine des questions sur le site www.simap.ch selon le délai indiqué au chapitre 2.8.

Les soumissionnaires sont responsables de s'informer sur ce site des réponses aux questions.

Il ne sera répondu à aucune question par téléphone.

2.10 Remise des offres

Le pouvoir adjudicateur a opté pour une remise dématérialisée des offres.

Les offres doivent parvenir exclusivement par voie informatique à l'organisateur de la procédure, conformément aux délais définis dans le calendrier de la procédure (cf. chap.2.8), à l'adresse mail suivante :

dematerialisation@cougargroup.ch

avec en objet du mail :

« Ne pas ouvrir – DGIP – AO Mandataire d'entretien – nom du soumissionnaire »

Afin d'assurer le suivi et la sécurisation de la remise informatique des offres, les soumissionnaires sont tenus de se créer un compte gratuit sur la plateforme www.incamail.com et d'envoyer leur offre par mail depuis cette plateforme. **Le mail devra impérativement être envoyé en mode « personnel », et maximum 20Mo seront admis pour l'ensemble des pièces jointes.** Au besoin, se référer à l'aide en ligne [incamail : https://www.post.ch/fr/solutions-commerciales/cryptage-d-e-mail/support/aide-en-ligne](https://www.post.ch/fr/solutions-commerciales/cryptage-d-e-mail/support/aide-en-ligne).

Le dossier d'offre devra impérativement être intégré en pièces jointes du mail. Aucun lien de téléchargement externe ne sera admis. La composition du dossier remis par le soumissionnaire est décrite au chapitre 2.11.

Depuis leur compte *incamail*, les soumissionnaires pourront contrôler l'état de leur envoi : « remis » ou « ouvert », avec indication de la date et l'heure. Aucun accusé de réception supplémentaire ne sera délivré.

CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 9/21

En cas d'envois multiples, seul le dernier mail arrivé dans le délai indiqué au chapitre 2.8 sera pris en compte.

2.11 Contenu des dossiers d'offres

Le soumissionnaire doit respecter strictement la forme et le contenu demandé par l'adjudicateur.

Les documents suivants doivent être fournis par les soumissionnaires :

Annexe 2 Dossier d'offre complété (format excel et format pdf)

Le soumissionnaire doit compléter et signer l'Annexe 2, qui est composé des chapitres suivants :

Chapitre 1 : formulaire portant sur les données administratives et organisationnelles permettant d'identifier le soumissionnaire (coordonnées, forme juridique, taille). Copie du diplôme ou de l'inscription au REG pour le/la chef-fe de projet architecte à annexer.

Chapitre 2 : projets de référence du soumissionnaire selon canevas présenté dans l'Annexe 2. Le respect de la mise en forme prévue dans le dossier d'offres (Annexe 2) est obligatoire. Ce chapitre servira à l'évaluation des critères d'aptitude (cf. ch. 3.4)

Chapitre 3 : prix de l'offre (**ADJ. 1**).

Conformément à l'Annexe 2, l'offre d'honoraires devra mentionner :

- le tarif horaire unique du soumissionnaire pour les prestations d'architecture (ADJ. 1.1)
- le tarif horaire unique du soumissionnaire pour chaque spécialité d'ingénierie CVC-S-E-MCR (ADJ. 1.2)

L'adjudicateur précise que le tarif horaire doit inclure les frais accessoires listés au chapitre 3.4 du projet de contrat (Annexe 1), notamment les temps de déplacement. Ces derniers ne seront pas facturables au maître de l'ouvrage.

Chapitre 4 : CV des personnes-clés : chef-fe de projet architecte et chef-fe de projet architecte adjoint-e

Chapitre 5 : engagement sur l'honneur à signer par le soumissionnaire

Chapitre 6 : copie au format A4 portrait des quatre parties de la planche adjudication.

Planche « adjudication » (format pdf)

Fichier prêt à l'impression au format A2 – portrait (4 x A4), et présenté comme suit :

<u>Organisation pour l'exécution du marché</u>	<u>Qualifications des personnes- clés</u>
ADJ. 2.1	ADJ. 2.2
<u>Projets de référence du bureau d'architectes</u>	<u>Projets de référence du (des) bureau(x) CVC-S-E-MCR</u>
ADJ. 3.1	ADJ. 3.2

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 10/21

Le soumissionnaire inscrira la mention suivante en haut à gauche de la planche A2 :

« Etat de Vaud – AO Mandataire d'entretien – Etablissements de la plaine de l'Orbe / Nom du soumissionnaire »

ADJ. 2 – Organisation et ressources mises à disposition

ADJ. 2.1 : Organisation du soumissionnaire pour l'exécution du marché

Le soumissionnaire présentera un organigramme qui indique les personnes affectées à l'exécution des missions, leur taux de disponibilité pour le marché et définit la structuration des ressources en interne, ainsi qu'auprès de la DGIP et des utilisateurs. Le soumissionnaire présentera les points forts de cette organisation en les rattachant aux attentes exprimées par la DGIP et à la réussite du projet.

ADJ. 2.2 : Qualifications des personnes-clés du bureau d'architectes

Le soumissionnaire fera ressortir les aspects similaires et l'expérience acquise des deux personnes-clés du bureau d'architectes (chef-fe de projet et chef-fe de projet adjoint-e) par rapport aux prestations mises en soumission. Les CV de ces personnes doivent être fournis dans le chapitre 4 du dossier d'offres (Annexe 2).

ADJ. 3 – Expérience du soumissionnaire

Généralités :

Le soumissionnaire mentionnera dans les planches ADJ. 3.1 et 3.2 des projets de référence qui devront répondre aux exigences suivantes :

- être terminées après le 31.12.2010 ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées
- être similaires à l'objet du présent appel d'offres, tant dans la nature et l'affectation de l'objet architectural que dans l'importance du marché

Des références déjà mentionnées au chapitre 2 du dossier d'offre peuvent être fournies.

Le soumissionnaire apportera un soin particulier aux indications sur la nature des références et le descriptif des prestations effectuées. Il fera ressortir les aspects similaires et l'expérience acquise dans les projets de référence par rapport aux prestations mises en soumission.

Une référence de travaux effectués en milieu pénitentiaire est un atout.

ADJ. 3.1 : Projets de référence du bureau d'architectes

Le soumissionnaire doit présenter deux références du bureau d'architectes.

ADJ. 3.2 : Projets de référence du (des) bureau(x) d'ingénieurs CVC-S-E-MCR

Le soumissionnaire doit présenter une référence pour chacune des 4 spécialités suivantes : CVC, S, E, MCR. Une même référence peut servir à plusieurs spécialités mais doit être présentée à chaque fois sous l'aspect de la spécialité concernée.

Nota : il est inutile d'ajouter des annexes ou références autres que celles demandées car seules les informations données dans la forme et aux endroits indiqués dans les documents d'appel d'offres sont prises en compte pour l'évaluation. L'adjudicateur ne prendra pas en considération les informations des pages surnuméraires.

CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 11/21

2.12 Lien internet utile

- Direction générale des immeubles et du patrimoine :
<https://www.vd.ch/toutes-les-autorites/departements/departement-des-finances-et-des-relations-exterieures-dfire/direction-generale-des-immeubles-et-du-patrimoine-dgip/>

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 12/21

3. PROCESSUS D'ÉVALUATION

3.1 Ouverture des offres

L'ouverture des offres ne sera pas publique.

3.2 Etapes d'évaluation

Le processus d'évaluation se déroulera en trois étapes :

- Etape 1 : Contrôle de conformité à l'ouverture des offres.
- Etape 2 : Evaluation des offres par rapport aux critères d'aptitude.
- Etape 3 : Evaluation des offres par rapport aux critères d'adjudication.

Etape 1 :

Il s'agit de contrôler formellement que :

- L'offre a été remise dans les délais (cf. 2.8),
- L'offre est correctement remplie et tous les documents demandés ont été remis,
- L'offre ne contient pas de faux renseignements (documents fallacieux ou erronés, informations caduques ou mensongères, preuves falsifiées ou douteuses, signatures non valables, etc.),
- Les conditions de participation sont remplies par le soumissionnaire (cf. chapitre 2.4),
- Le soumissionnaire dispose de la compétence de signature pour des demandes d'autorisation et de mise à l'enquête au sens de l'article 107 de la Loi vaudoise sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC, 04.12.1985).

Les offres ne remplissant pas ces critères seront déclarées écartées de la procédure.

Les autres motifs d'exclusion définis par l'art. 32 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RLMP-VD) restent applicables.

Etape 2 :

Les offres retenues à l'issue du contrôle de conformité seront évaluées selon les critères d'aptitude figurant au chapitre 2 du dossier d'offre.

Les offres ne satisfaisant pas les critères d'aptitude seront écartées de la procédure.

Etape 3 :

Les offres retenues à l'issue des deux premières étapes seront évaluées selon les critères d'adjudication figurant au chapitre 3.5 du présent document.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 13/21

3.3 Comité d'évaluation

Le comité d'évaluation est composé de :

Président :

M. Emmanuel Ventura – Architecte cantonal, Chef de la direction de l'architecture et de l'ingénierie de la DGIP

Membres :

M. Laurent Amez-Droz – DGIP, Chef de la Direction Immobilier et Foncier

Mme Christiane Von Roten – Pont12 Architectes SA, architecte associée

Membre à définir – ingénieur CVS

Suppléants :

M. Pierre de Almeida – DFIRE-DGIP-DAI, architecte cantonal suppléant

M. Christopher Pyroth – DFIRE-DGIP, Ingénieur

M. Laurent Leuba – DFIRE-DGIP-DAI, Architecte

3.4 Critères d'aptitude

L'évaluation de l'aptitude des soumissionnaires repose sur les critères impératifs suivants :

BUREAU D'ARCHITECTES

- **APT. 1** – Une référence relative à des travaux ayant fait l'objet d'une demande d'autorisation soumise à l'enquête publique.
- **APT. 2** – Une référence relative à l'organisation d'une procédure d'appel d'offres ouverte ou sélective, pour l'adjudication de travaux de construction ou de rénovation, soumise aux dispositions de l'accord intercantonal sur les marchés publics - AIMP 25.11.1994 et 15.03.2001.

La référence doit obligatoirement démontrer l'exécution de toutes les prestations suivantes : établissement du dossier d'appel d'offres, suivi de la procédure, analyse des offres, accompagnement du maître d'ouvrage pour l'adjudication.

Cette référence est exigée par l'adjudicateur car ce dernier considère que la pratique des marchés publics soumis à l'AIMP est nécessaire pour garantir la réussite des mandats qui seront confiés.

- **APT. 3** – Une référence relative à des travaux conduits dans un bâtiment en exploitation, inclus obligatoirement direction architecturale et direction des travaux.

BUREAU(X) D'INGÉNIEURS CVC-S-E-MCR

- **APT. 4** – Une référence pour chaque spécialité (CVC-S-E-MCR) relative à un projet d'entretien, de rénovation ou de transformation pour l'ensemble des phases SIA suivantes : études (phase 3 selon SIA 112), appel d'offres (phase 4 selon SIA 112) et réalisation (phase 5 selon SIA 112).

Les critères APT.1, APT.2, APT.3 et APT.4 sont cumulatifs (ie. chaque critère doit être respecté).

Les participants sont autorisés à justifier, par une même référence, plusieurs aptitudes différentes. Dans ce cas, la référence sera présentée de manière distincte pour chacune des aptitudes en privilégiant chaque fois ce qui se rapporte au critère énoncé (APT.1 à APT.4).

CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 14/21

L'ensemble des références présentées aux critères APT.1 à APT.4 doivent être terminées après 2010 ou en cours d'exécution mais proche d'être achevées.

Aucune illustration des références n'est demandée, ni souhaitée.

Les offres des soumissionnaires ne disposant pas de ces références seront écartées de la procédure et ne seront pas évaluées sous l'angle des critères d'adjudication.

3.5 Critères d'adjudication

Les soumissionnaires seront évalués selon les 3 critères pondérés d'adjudication suivants :

Critères et sous-critères		Pondération
1	<u>Prix (ADJ. 1)</u>	<u>30 %</u>
	1.1 Sous-critère : tarif horaire du bureau d'architectes	20 %
	1.2 Sous-critère : tarif horaire moyen du (des) bureau(x) d'ingénieurs CVC-S-E-MCR	10%
2	<u>Organisation et ressources mises à disposition (ADJ. 2)</u>	<u>40 %</u>
	2.1 Sous-critère : organisation pour l'exécution du marché	20%
	2.2 Sous-critère : qualifications des personnes-clés	20%
3	<u>Expérience du soumissionnaire (ADJ. 3)</u>	<u>30 %</u>
	3.1 Sous-critère : projets de référence du bureau d'architectes	20%
	3.2 Sous-critère : projets de référence du (des) bureau(x) d'ingénieurs CVC-S-E-MCR	10%

3.6 Principe de notation

Notation du prix :

Les sous-critères prix ADJ. 1.1 et ADJ. 1.2 seront évalués selon les formules suivantes :

ADJ. 1.1 :

Note = $5 * ((2 * \text{tarif horaire offert le plus bas}) - \text{tarif horaire du candidat}) / \text{tarif horaire offert le plus bas}$.

ADJ. 1.2 :

Note = $5 * ((2 * \text{tarif horaire moyen offert le plus bas}) - \text{tarif horaire moyen du candidat}) / \text{tarif horaire moyen offert le plus bas}$.

Si les formules ci-dessus conduisent à une notation négative, c'est la note 0 qui sera attribuée.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 15/21

Autres critères :

Le comité d'évaluation attribuera pour chaque critère une note d'appréciation allant de 0 à 5 selon le barème suivant :

BAREME D'EVALUATION DES CRITERES DE SELECTION		
0	Aucune possibilité d'évaluation	Soumissionnaire qui n'a pas fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé.
1	Insuffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond pas aux attentes.
2	Partiellement suffisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, mais dont le contenu ne répond que partiellement aux attentes.
3	Satisfaisant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé et dont le contenu répond aux attentes minimales, mais qui ne présente aucun avantage particulier par rapport aux autres soumissionnaires.
4	Bon et avantageux	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente un minimum d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires, ceci sans tomber dans la sur-qualité et la surqualification.
5	Très intéressant	Soumissionnaire qui a fourni l'information ou le document demandé par rapport à un critère fixé, dont le contenu répond aux attentes et qui présente beaucoup d'avantages particuliers par rapport aux autres soumissionnaires, ceci sans tomber dans la sur-qualité et la surqualification.

Les demi-points peuvent être utilisés si nécessaire.

3.7 Choix de l'adjudicataire

La note finale résultera de l'addition des notes pondérées arrondies au 100e de point.

L'offre qui obtient la note la plus élevée est désignée adjudicataire.

En cas d'égalité, l'ordre des critères prédominants est le suivant : ADJ.2, ADJ.3, ADJ. 1.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 16/21

3.8 Audition des soumissionnaires

Afin d'approfondir l'évaluation, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de convoquer des soumissionnaires à une audition, sans rémunération ni dédommagement. Il se réserve le droit de n'inviter que les soumissionnaires les mieux placés.

3.9 Notification de la décision d'adjudication

La décision d'adjudication sera notifiée par écrit, sommairement motivée, aux soumissionnaires dont l'offre est recevable.

La décision du maître de l'ouvrage concernant l'attribution du mandat sera également publiée sur le site www.simap.ch et dans la FAO (Feuille des Avis Officiels) du Canton de Vaud.

Le maître d'ouvrage précise que l'adjudication du marché sera établie sans montant minimum, ni maximum.

3.10 Révocation de la décision d'adjudication

L'article 40 du règlement RLMP-VD en date du 07 juillet 2004 fixe les conditions de révocation de la décision d'adjudication.

Si, à la suite de l'adjudication, pour des raisons extraordinaires (maladie, accident, départ), les personnes annoncées dans l'offre ne sont plus en mesure d'effectuer le mandat, l'adjudicataire du marché devra en informer sans délai l'adjudicateur et proposer à ce dernier des personnes de qualification similaire à celle indiquée dans l'offre. A défaut, l'adjudication pourra être révoquée et le contrat résilié avec effet immédiat pour justes motifs.

3.11 Signature du contrat suite à la décision d'adjudication

Du point de vue juridique, le contrat conclu suite à la décision d'adjudication se basera sur le cahier des charges de l'appel d'offres.

Ce qui signifie que les documents d'appel d'offres sont destinés en premier lieu à l'évaluation et à la comparaison des offres pour l'adjudication ; le contrat final seul faisant foi.

Une décision d'adjudication n'engage pas l'adjudicateur à conclure le contrat avec l'adjudicataire. Le montant de l'adjudication ne représente pas un engagement contractuel.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 17/21

4. CONDITIONS DE L'OFFRE

4.1 Langue officielle

La langue officielle de la procédure et pour l'exécution des prestations est le français.

4.2 Prix et TVA

Sauf indication contraire, les prix sont à indiquer en francs suisses (CHF) hors taxe (HT). La TVA (7,7%) sera appliquée sur le total.

4.3 Validité des offres

La durée de validité des offres est de 9 mois à compter de la date limite du dépôt des offres.

4.4 Variantes

Les variantes ne sont pas admises.

4.5 Négociations

Les négociations sur les prix et les remises de prix sont exclues.

4.6 Modification du cahier des charges par l'adjudicateur

L'adjudicateur peut modifier le contenu du cahier des charges pour autant que cela ne remette pas fondamentalement en question la nature du marché et que cela ne porte que sur des questions de détail ou d'aspects secondaires.

Si cette modification intervient avant la date limite de dépôt des offres, l'adjudicateur indiquera, si nécessaire, le nouveau délai pour le dépôt des offres.

Si cette modification intervient après la date limite de dépôt des offres, il veillera à ce que tous les concurrents soient mis à pied d'égalité et possèdent un délai suffisant pour répondre à la demande.

Le cas échéant, il veillera à donner ces modifications dans une même mesure et dans le même délai à tous les soumissionnaires.

En cas de modification mineure et de peu d'importance, l'adjudicateur peut aussi ne pas mettre en cause le cahier des charges durant la procédure, mais il émettra des réserves lors de la décision d'adjudication qui indiqueront clairement les modifications du cahier des charges qui devront encore faire l'objet d'une discussion au niveau contractuel.

Si les modifications du cahier des charges remettent fondamentalement en question le bien-fondé de l'appel d'offres, l'adjudicateur procédera à une interruption et à un renouvellement de la procédure. Le cas échéant, il informera les soumissionnaires de sa décision avec mention des voies de recours.

4.7 Indemnisation des soumissionnaires

Les prestations à fournir pour l'établissement du dossier d'offre ne donnent droit à aucune rémunération par le maître de l'ouvrage.

Les documents d'offre sont destinés exclusivement à l'évaluation et à la comparaison des soumissionnaires.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 18/21

4.8 Confidentialité

Les documents et informations que se fourniront réciproquement le maître de l'ouvrage et les soumissionnaires seront utilisés exclusivement dans le cadre de la présente procédure ouverte d'appel d'offres. Ils seront traités de manière confidentielle par les différentes parties.

4.9 Vérifications

Le soumissionnaire autorise le pouvoir adjudicateur ou ses mandataires à vérifier toutes les informations mentionnées dans l'offre.

4.10 Contrôle et explications de l'offre

L'adjudicateur procède à un contrôle technique et arithmétique de l'offre. Seules les erreurs évidentes de calcul peuvent être corrigées.

Une erreur de calcul manifeste du prix ainsi qu'un prix manifestement trop bas doit être vérifié au préalable auprès du soumissionnaire concerné, notamment par le fait que ses prix n'ont aucun rapport avec ceux pratiqués habituellement ou avec ceux offerts par les autres soumissionnaires. Le soumissionnaire devra apporter tout justificatif utile à la compréhension de ses prix. Si l'adjudicateur estime que les justificatifs apportés par le soumissionnaire démontrent clairement et de manière évidente que le soumissionnaire ne peut pas réaliser le marché dans de bonnes conditions d'exécution ou sans mettre en péril la pérennité de son entreprise, l'adjudicateur prendra une décision d'exclusion du soumissionnaire pour juste motif. La décision d'exclusion intervient d'office pour des erreurs manifestes répétitives, prépondérantes ou abusives au point de porter un préjudice à la crédibilité de l'offre dans son entier. Dans le cadre de la vérification des prix auprès du soumissionnaire, l'adjudicateur prendra également une décision d'exclusion si le soumissionnaire ne confirme pas ses prix ou si ce dernier annonce fermement et de manière définitive une modification de ses prix. Le cas échéant, l'adjudicateur se réserve le droit d'engager une procédure en dommage et intérêts.

4.11 Propriété des documents d'appel d'offres

Tous les documents et études déposés par le soumissionnaire, adjudicataire du marché, sont de la propriété exclusive de l'adjudicateur. Il en va de même pour les documents des soumissionnaires qui ont été indemnisés pour leur prestation. Lors du dépôt de son offre, il appartient au soumissionnaire d'indiquer les pièces qu'il considère comme confidentielles. L'adjudicateur conservera les offres de tous les soumissionnaires tant que ne sont pas éteints tous les droits de recours.

L'application de l'article 18 du règlement d'application de la loi du 24 juin 1996 sur les marchés publics (RSV 726.01.1 ; RLMP-VD) demeure réservée.

4.12 Voies de recours

La décision d'adjudication est sujette à recours auprès de la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal vaudois, dans un délai de 10 jours dès sa notification par écrit.

4.13 For

Le for est à Lausanne. Le droit suisse s'applique.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ETAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

5. DESCRIPTION DU MARCHÉ

5.1 Contexte

En organisant le présent appel d'offres, la DGIP a décidé de s'adjoindre les services de bureaux d'architectes et d'ingénieurs CVC-S-E-MCR afin de le seconder et le représenter dans les missions suivantes, qui concernent la construction, les transformations ainsi que la conservation de l'ensemble immobilier :

- Analyser, planifier et réaliser les interventions répondant aux besoins constructifs de l'Etat.
- Promouvoir la qualité architecturale.
- Identifier et analyser les besoins en travaux de conservation et de valorisation de l'ensemble immobilier en mettant en œuvre les interventions selon les priorités du développement durable.
- Entretenir et réaliser les installations techniques et de sécurité de l'ensemble immobilier en ménageant les ressources énergétiques et environnementales, notamment par une diminution des indices de consommation d'énergie.

Les six bâtiments du site concernés par le présent appel d'offres sont indiqués sur les figures 1 et 2 suivantes.

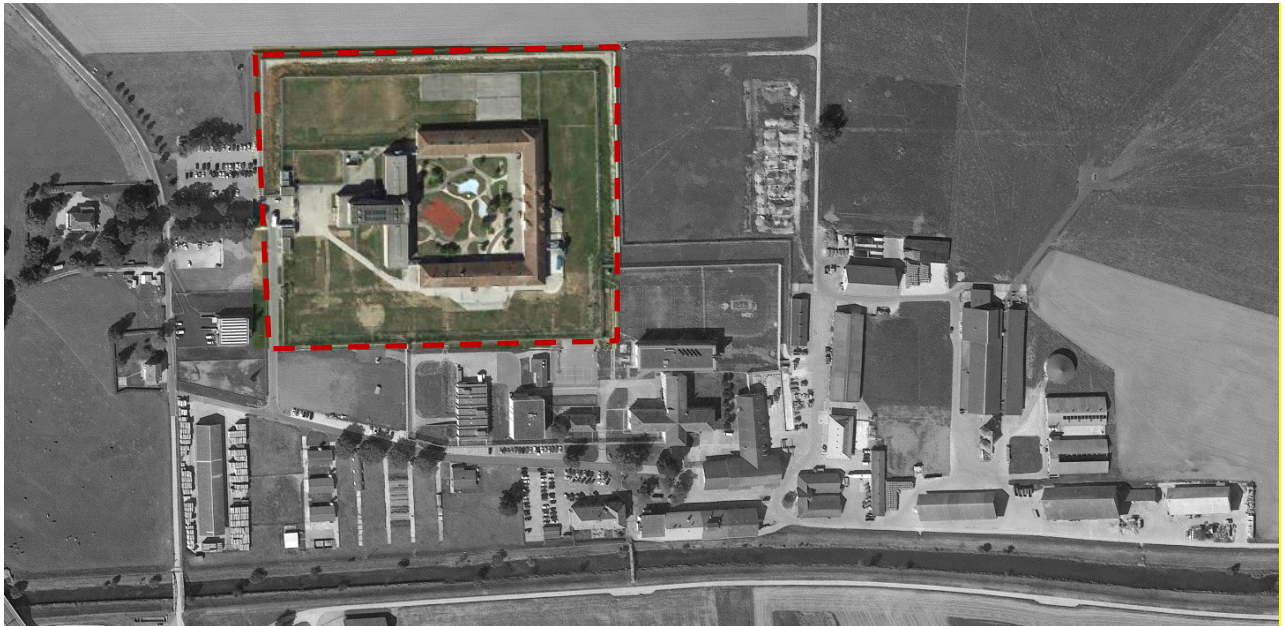


Fig 1 : vue générale du site (google earth)

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 20/21



Fig.2 : détail des bâtiments concernés par la procédure (google earth)

5.2 Descriptif des prestations à accomplir

De manière générale, le bureau mandataire dispose d'une certaine autonomie dans la gestion de sa mission. Il s'attache à répondre aux objectifs fixés par la DGIP et à l'informer régulièrement du déroulement de ses interventions.

Le mandataire assure la défense des intérêts du maître de l'ouvrage, parfois contradictoires avec ceux des utilisateurs. Une étroite collaboration doit s'établir entre le mandant, le mandataire et l'utilisateur, afin de garantir les objectifs de la DGIP.

Connaissance du parc

Le mandataire prend connaissance du parc immobilier qui lui est attribué. A cette fin, il étudie les documents existants, plans, rapports, études et dossiers que leur remet la DGIP. Ces données doivent être mises à jour régulièrement par le mandataire, notamment les plans d'exploitation des bâtiments et des installations techniques.

**CONTRATS-CADRE DE MANDATAIRES D'ENTRETIEN
PARC IMMOBILIER DE L'ÉTAT DE VAUD, ÉTABLISSEMENTS DE LA PLAINE DE L'ORBE**

Q.1 Cahier d'appel d'offres pour des prestations d'architectes et ingénieurs CVC-S-E-MCR

page 21/21

Diagnostic du parc immobilier (livrable R)

Afin d'évaluer l'état de son parc immobilier et répartir au mieux les moyens financiers à disposition, la DGIP procède régulièrement au diagnostic de ses bâtiments par les architectes et ingénieurs mandataires. Ce rapport diagnostic (livrable R) a pour objet de porter un jugement sur l'ouvrage et ses éléments, de faire ressortir les éléments critiques puis de formuler des propositions pour la suite.

Planification d'entretien des bâtiments

Le mandataire définit une stratégie de maintenance et de réfection du parc immobilier en priorisant les bâtiments les plus nécessaires. Les propositions d'intervention sont validées par la DGIP afin d'être inscrites dans la planification budgétaire annuelle. Une fois les budgets annuels acceptés, le mandataire planifie ses interventions dans l'année, de façon à ce que la DGIP puisse informer assez tôt les utilisateurs des travaux prévus.

Le mandataire prépare et participe aux séances semestrielles de commission d'exploitation, réunissant le maître de l'ouvrage et les utilisateurs :

a) Séance de mise en œuvre (début d'année) :

- bilan des travaux exécutés
- planification des études et travaux à engager dans l'année

b) Séance de préparation du budget (fin de l'été) :

- préparation des requêtes de crédits pour travaux futures (établissement des priorités entre les besoins des utilisateurs et les nécessités physiques des bâtiments)
- bilan et mise à jour de la planification de l'année en cours

Suivi des travaux

Le bureau d'architectes mandataire établit les documents de demande d'autorisation, les documents d'appels d'offres selon les procédures applicables aux marchés publics. Il rédige les propositions d'adjudication, les contrats et lettres de commande de travaux selon les procédures de l'Etat. Il dirige les travaux, contrôle les factures et les transmet pour paiement à la DGIP, établit les réceptions de travaux et les décomptes finaux. Pour toutes ces prestations, les architectes mandataires sont si nécessaire secondés par les ingénieurs CVC-S-E-MCR.

Le mandataire gère également les contrats de maintenance des installations techniques et les urgences qui y sont liées.

Etablissement de projets spécifiques (livrable S)

A la demande de la DGIP, le mandataire fera une analyse critique des besoins exprimés par les utilisateurs, de manière à cadrer ceux-ci avec les possibilités de financement. Il soumettra des propositions à la DGIP sous forme de cahier de projet (livrable S) avec programme, devis, planning et diverses annexes (plans, variantes, etc.).

Autres prestations

Le mandataire peut être amené à fournir toute autre prestation d'architecture ou d'ingénierie CVC-S-E-MCR en lien avec le parc immobilier qui lui est attribué, notamment des projets faisant appel aux phases 11, 21, 22, 31, 32, 33, 41, 51, 52, 53, 61, 62, 63 de la SIA 112, respectivement des normes SIA 102 et 108. Dans le cadre de ces prestations, le mandataire fournira les livrables ad hoc selon la feuille de route de la DGIP.